



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EUROPÉENS DE L'ENVIRONNEMENT : ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

Jean-Louis Pasquier

MTE/CGDD/SDES/SDIE

Bureau des synthèses économiques et sociales sur l'environnement

CNIS – Commission environnement et développement durable, 21 octobre 2021

Un règlement européen pour les Comptes environnementaux

Règlement européen n° 691/2011 relatif aux comptes économiques européens de l'environnement

- Emissions atmosphériques par branches économiques plus les ménages
- Taxes environnementales
- Flux de matières à l'échelle macroéconomique

*Comptes
produits
annuellement
par la France
et transmis
à Eurostat*

Complété par le règlement n° 538/2014

- Dépenses de protection de l'environnement
- Secteurs des biens et services environnementaux (éco-activités)
- Flux physiques de l'énergie par branches économiques plus les ménages

Cohérents avec le SEEA-CF (*system of environmental economic accounts – central framework*) adopté en 2012

Comptes physiques ventilés par branches économiques : Émissions atmosphériques et flux d'énergie

Air emissions accounts (AEA)

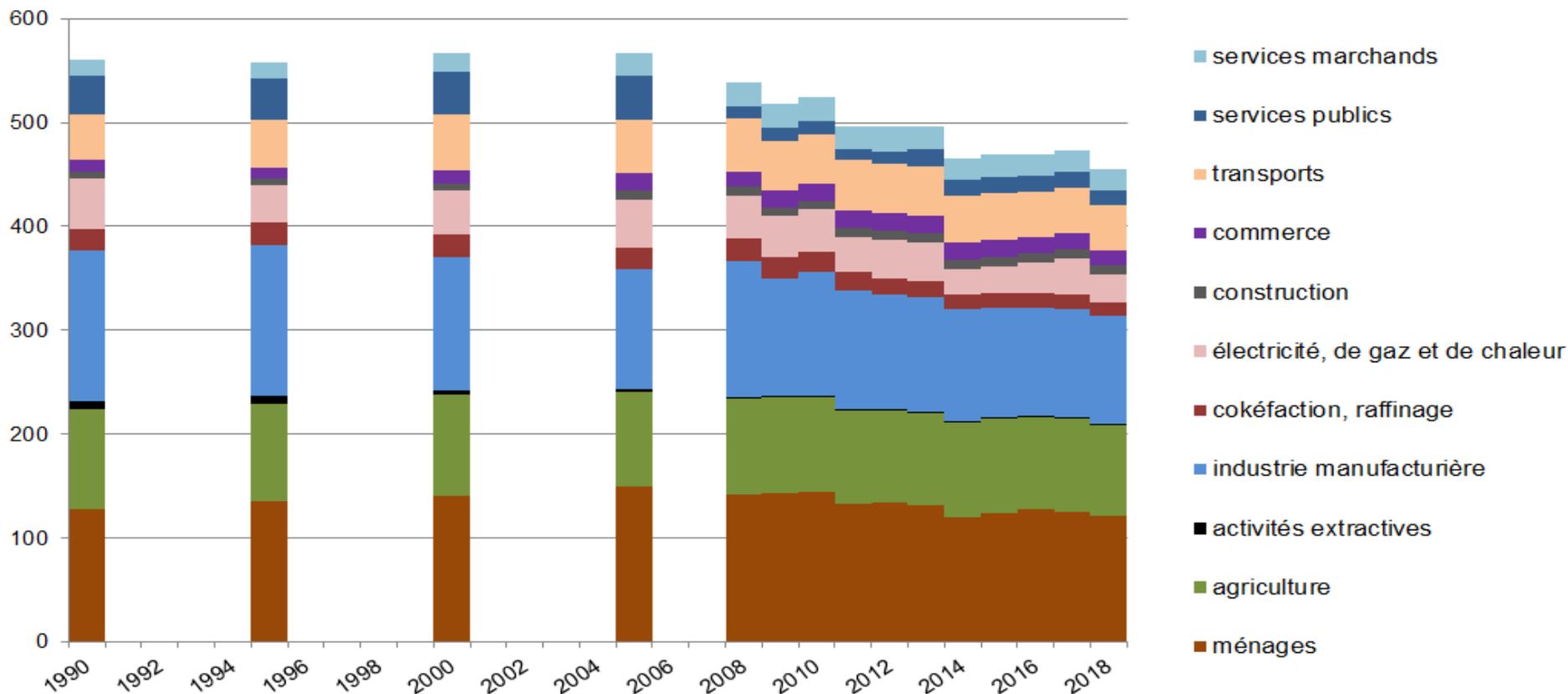
Physical energy flow accounts (PEFA)

Anciennement : *NAMEA-air/energy (national accounting matrix including environmental accounts)*

- Gaz à effet de serre et 7 polluants atmosphériques (tonnes ou équivalent CO₂)
- Production et consommation d'énergie (Joules)
- NACE en A64 (compatible avec les TES symétrique de la comptabilité nationale)
+ ménages (voiture individuelle et chauffage résidentiel)
- Période :
 - émissions : de 2008 à N-2 (disponible en France depuis 1990, pas de 5 jusqu'en 2005)
 - énergie : de 2015 à N-2

Comptes physiques ventilés par branches économiques

En millions de tonnes CO₂ eq



Inventaire au format AEA (regroupement de 64 branches d'activités en 10 catégories)

Champ : France métropolitaine et outre-mers de l'UE (périmètre Kyoto), hors UTCAT

Source : Citepa pour le SDES 2020

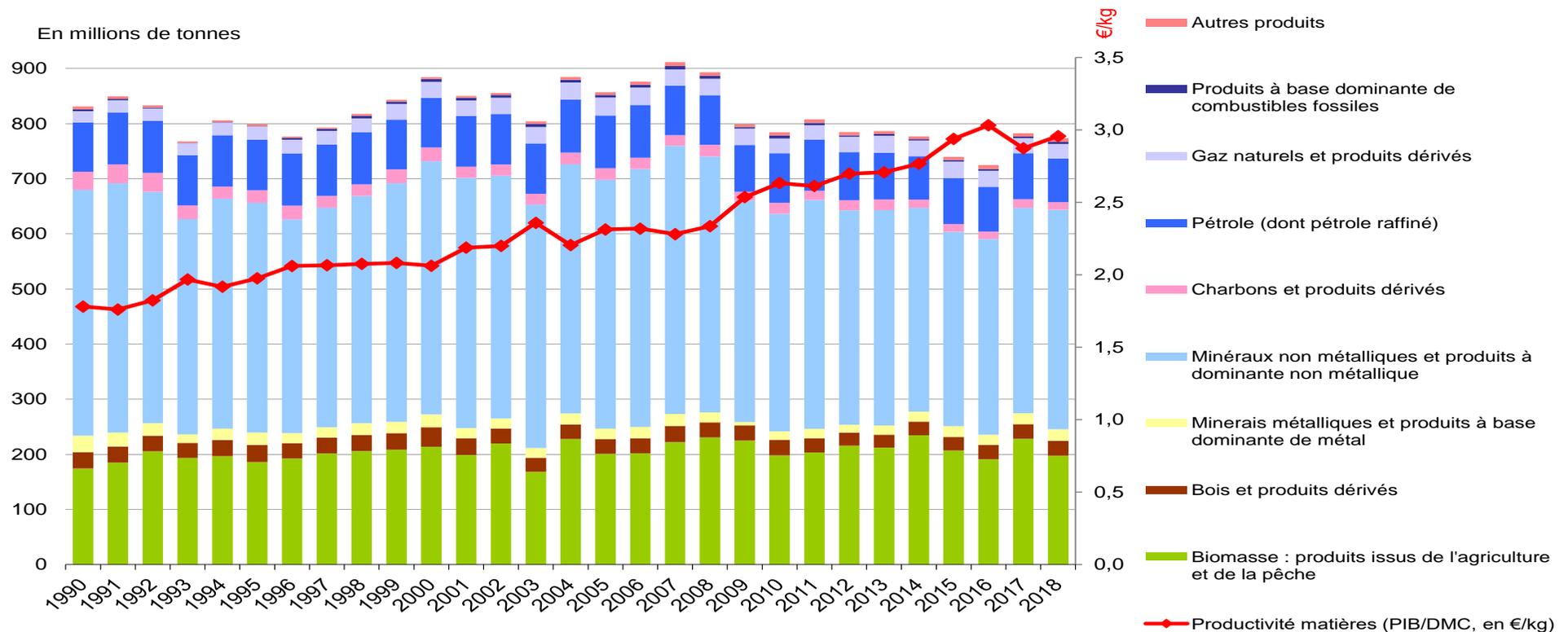
Comptes physiques de flux de matières à l'échelle macroéconomique

Economy-wide material flow accounts (EW-MFA)

- 50 catégories de matières regroupées par grandes familles : Biomasse, minéraux métalliques et non métalliques, combustibles fossiles (tonnes)
- Extraction intérieure + importations - exportations
= **consommation intérieure de matières**
indicateur aussi connu sous l'acronyme *DMC (domestic material consumption)*
- Période : de 2008 à N-2 (disponible en France depuis 1990)
- PIB/DMC = productivité matières de l'économie (indicateur des ODD)
- Peut déboucher sur l'empreinte matières de la demande finale intérieure

Comptes physiques de flux de matières à l'échelle macroéconomique

Évolution de la composition de la consommation intérieure apparente de matières et de la productivité matière de la France



Note : DMC = extraction intérieure utilisée + importations - exportations.

Source : SSP, Agreste - Unicem - Douanes françaises - Eurostat. Traitements : SDES, 2021

Compte de taxes environnementales

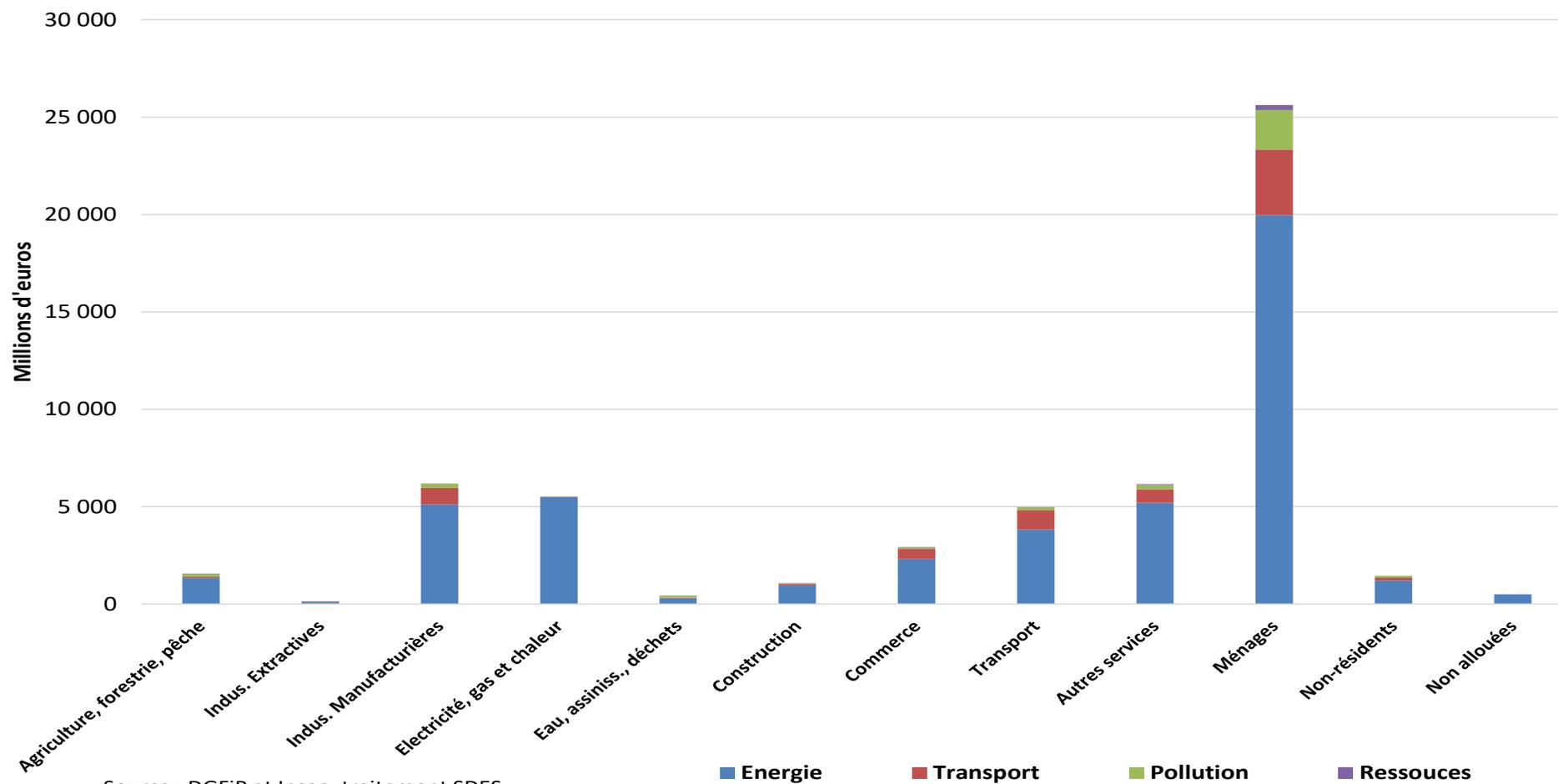
- Impôts taxant des produits ou activités nuisibles à l'environnement

Taxe dont l'assiette est une unité physique (ou une approximation d'unité physique) de quelque chose qui a un impact négatif spécifique et avéré sur l'environnement et qui est considérée comme une taxe par le système européen de comptes.

- Energie (y compris CO₂), transport, pollution et ressources naturelles
- NACE A64 + ménages
- Période : de 2008 à N-2 (disponible en France de 2008 à N-1)

Compte de taxes environnementales

Taxes environnementales par grands secteurs économiques en France en 2019



Source : DGFIP et Insee, traitement SDES

Comptabilité monétaire des activités en faveur de l'environnement

Offre de biens et services environnementaux (comptes des éco-activités)

Environmental goods and services sector (EGSS)

- Production, valeur ajoutée, exportations (euros en prix courants)
- Emploi (équivalent temps plein)
- Période : de 2014 à N-2 (disponible en France depuis 2004)

Demande de biens et services environnementaux (comptes de dépenses environnementales)

Environmental protection expenditure accounts (EPEA)

Resource management expenditure accounts (ReMEA) Actuellement hors règlement

- Dépenses courantes, dépenses en capital et transferts (euros en prix courants)
- Agents : administrations publiques, entreprises, ménages et reste du monde
- Période : de 2014 à N-2 (disponible en France depuis 2000)

Comptabilité monétaire des activités en faveur de l'environnement

Classification of Environmental Protection Activities (CEPA)

- 1 — Protection de l'air ambiant et du climat
- 2 — Gestion des eaux usées
- 3 — Gestion des déchets
- 4 — Protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface
- 5 — Lutte contre le bruit et les vibrations
- 6 — Protection de la biodiversité et des paysages
- 7 — Protection contre les radiations
- 8 — Recherche et développement dans le domaine de l'environnement
- 9 — Autres activités de protection de l'environnement

https://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST_NOM_DTL&StrNom=CEPA_1994&StrLanguageCode=EN&IntPcKey=&StrLayoutCode=HIERARCHIC

Comptabilité monétaire des activités en faveur de l'environnement

Classification of Resource Management Activities (CReMA)

10 — Gestion de l'eau

11 — Gestion des ressources forestières

11A — Gestion durable des zones forestières

11B — Minimisation de l'exploitation des ressources en bois

13 — Gestion des ressources énergétiques:

13A — Production d'énergie à partir de sources renouvelables

13B — Gestion et économies d'énergie/de chaleur

13C — Réduction de l'utilisation des énergies fossiles comme matières premières

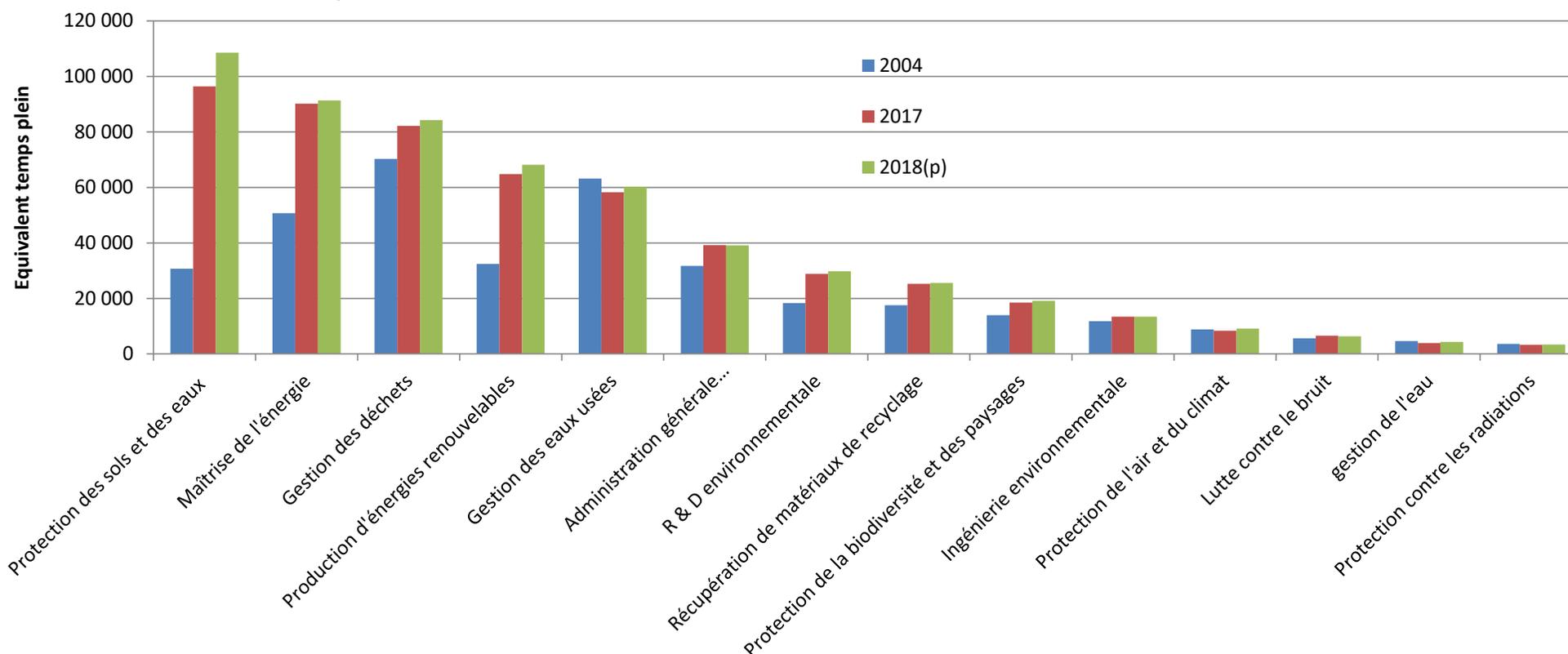
14 — Gestion des ressources minérales

15 — Activités de recherche et de développement en matière de gestion des ressources

16 — Autres activités de gestion des ressources

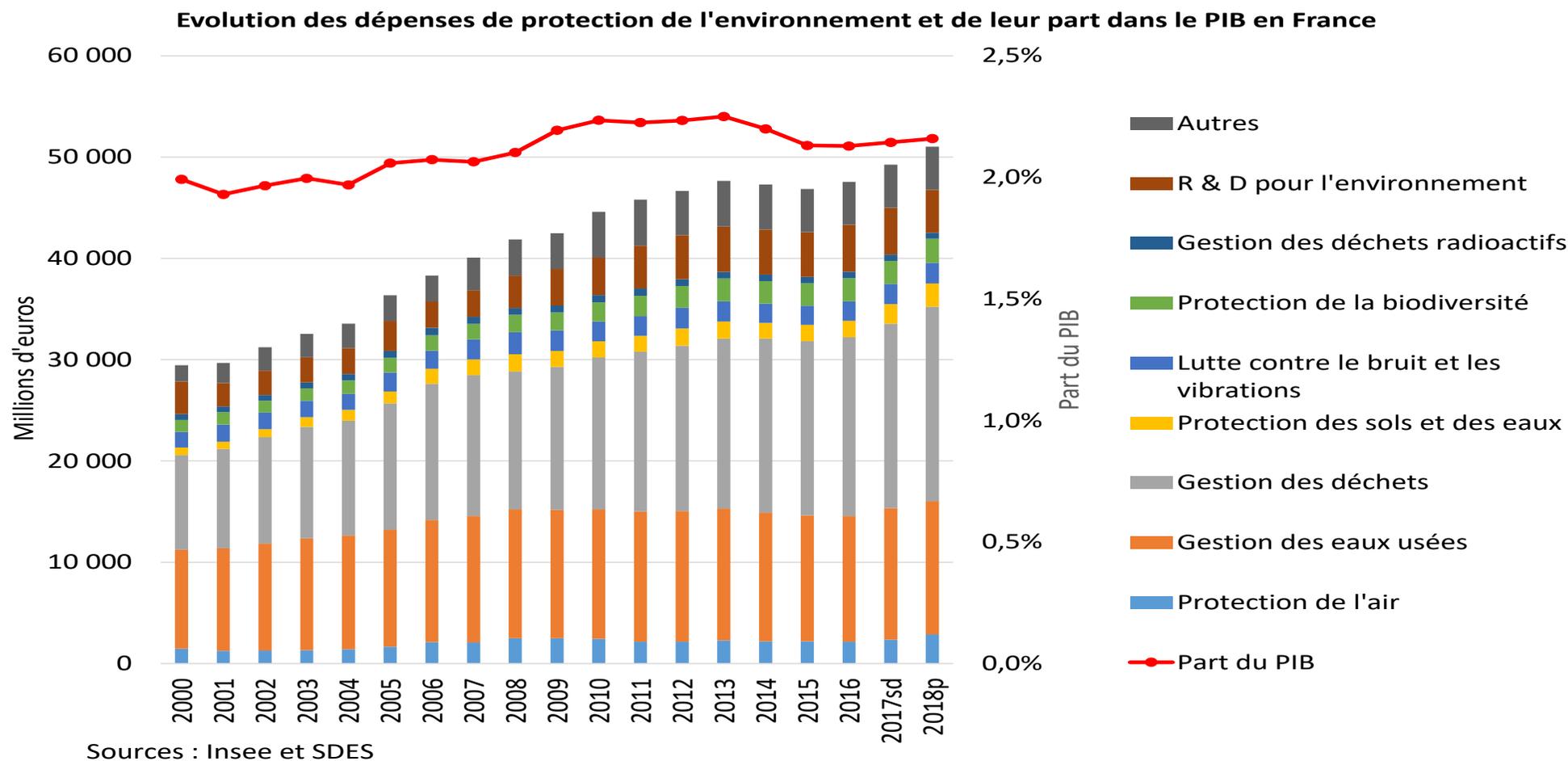
Comptabilité monétaire des activités en faveur de l'environnement : biens et services environnementaux

Emploi dans les secteurs des biens et services environnementaux en France



Notes : (p) : Données provisoires ; Protection des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface : y compris agriculture biologique
 Sources : SDES ; Insee, EAP, Esane, Comptes nationaux base 2014 ; Ademe; Agence BIO. Traitements : SDES, 2020

Comptabilité monétaire des activités en faveur de l'environnement : dépenses de protection de l'environnement



Moyens mobilisés - Diffusion

Pour la collecte et l'élaboration des comptes demandés par le règlement européen n° 691/2011

- De 3,5 à 3,8 équivalent temps plein
- Prestation extérieure de 90k€ (Citepa pour les comptes d'émissions d'ans l'air)

Données mises à disposition par Eurostat

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Environmental_accounts_-_establishing_the_links_between_the_environment_and_the_economy#European_environmental_accounts

<https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>

DATABASE

- Data navigation tree
 - Database by themes
 - Tables by themes
 - General and regional statistics
 - Economy and finance
 - Population and social conditions
 - Industry, trade and services
 - Agriculture, forestry and fisheries
 - International trade in goods
 - Transport
 - Environment and energy
 - Environment (t_env)
 - Emissions of greenhouse gases and air pollutants (source: EEA) (t_env_air)
 - Material flows and resource productivity (t_env_mrp)
 - Environmental taxes (t_env_eta)
 - Environmental protection expenditure (t_env_epe)
 - Environmental goods and services sector (t_env_egs)
 - Waste (t_env_was)
 - Water (t_env_wat)
 - Chemicals (t_env_chm)
 - Biodiversity (t_env_biodiv)
 - Energy (t_nrg)
 - Science, technology, digital society

Air emissions accounts by NACE Rev. 2 activity
(online data code: ENV_AC_AINAH_R2)
Source of data: Eurostat

Settings: Default presentation

Table | Line | Bar | Map

TIME	2017	2018	2019
European Union - 27 countries (from 2020)	2 574 043 074	2 524 675 315	2 403 228 831
European Union - 28 countries (2013-2020)	2 882 070 928	2 827 484 535	2 694 319 238
Belgium	77 687 946	77 735 629	78 371 126
Bulgaria	44 901 627	40 882 995	39 460 336
Czechia	84 686 901	86 395 475	87 855 955
Denmark	65 973 024	68 398 118	66 084 250
Germany (until 1990 former territory of the FRG)	644 861 317	623 401 348	576 336 892
Estonia	18 069 386	17 133 742	11 822 294
Ireland	42 377 799	43 077 341	42 192 724
Greece	61 436 666	59 069 259	53 289 079
Spain	218 580 281	213 033 728	194 385 659
France	240 052 331	230 325 044	227 700 004
Croatia	13 499 791	12 786 199	12 945 330
Italy	260 988 932	255 425 241	247 801 608
Cyprus	5 857 832	5 975 164	5 925 933
Latvia	7 024 023	7 615 113	8 512 424
Lithuania	13 103 093	14 098 547	14 217 370

EC data browser (Latest commit 283274d79, built on 2021-09-29T07:34:54.641Z)

Valorisation nationale

Données et études statistiques
Pour le changement climatique, l'énergie, l'environnement, le logement, et les transports

DERNIERS CHIFFRES :

- 25 %
baisse du contenu moyen en CO2 de l'énergie
primaire consommée en France, entre 1990 et
2019

COMPRENDRE CE CHIFFRE
TOUS LES CHIFFRES ÉNERGIE

Thèmes

- CHANGEMENT CLIMATIQUE
- ÉNERGIE
- ENVIRONNEMENT
- LOGEMENT
- TRANSPORTS

notre-environnement.gouv.fr
Le portail de tous les citoyens pour s'informer sur les enjeux de l'environnement et du développement durable et trouver des services utiles

Biodiversité | Climat | Risques | Santé | Économie | Société | Aménagement | Évaluation | Actualités

Accueil > Économie > Les dépenses pour la protection de l'environnement

ÉCONOMIE | Économie verte

SOMMAIRE

- En bref
- En savoir plus
- Ressources

Les dépenses pour la protection de l'environnement

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

ENVIRONNEMENT

D A T A L A B

Bilan environnemental de la France

Édition 2020
MAI 2021

STATISTIQUE FRANÇAISE

Extension du règlement européen relatif aux comptes économiques de l'environnement

Nouveaux modules proposés pour intégrer le règlement n° 691/2011

- Comptes de la forêt (physiques et monétaires)
- Comptes de subventions favorables à l'environnement (euros, prix courants)
- Comptes d'écosystèmes (physiques : taille et services rendus)

Modules non retenus (ceux-ci resteront sur une base volontaire)

- Extension des comptes de dépense au domaine de la gestion (soutenable) des ressources naturelles (eau, biomasse, énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie, minéraux)
- Comptes de flux physiques d'eau